



**INVESTIR DANS
L'EMPLOI DÉCENT**



AFD

AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT

Quelques chiffres clés

« Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage. »

(Déclaration universelle des droits de l'homme, art. 23.)



344 millions de personnes arriveront sur le marché du travail sur 10 prochaines années – 20 millions de jeunes chaque année en Afrique (OIT, 2019)



2,5 milliards de personnes travaillent dans l'économie informelle. (OIT, 2015)

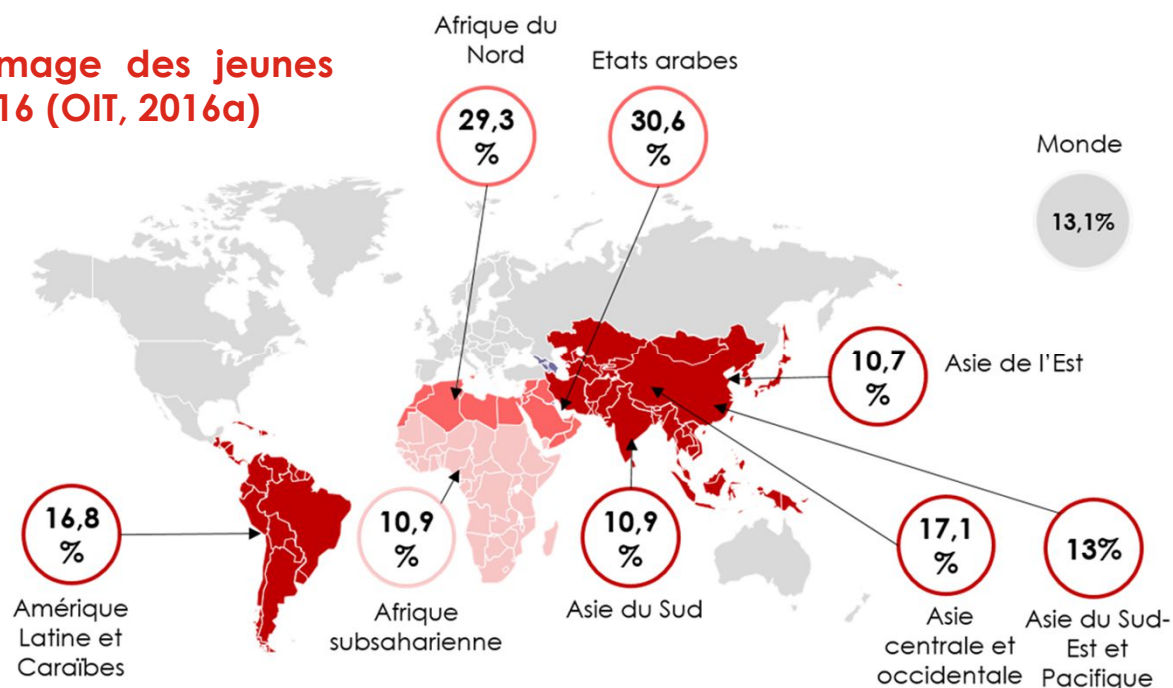


Toutes les 15 secondes, un travailleur meurt d'un accident ou d'une maladie lié au travail. (OIT, 2018)

Des individus mieux formés mais en difficulté d'insertion Une jeunesse plus éduquée touchée par le chômage

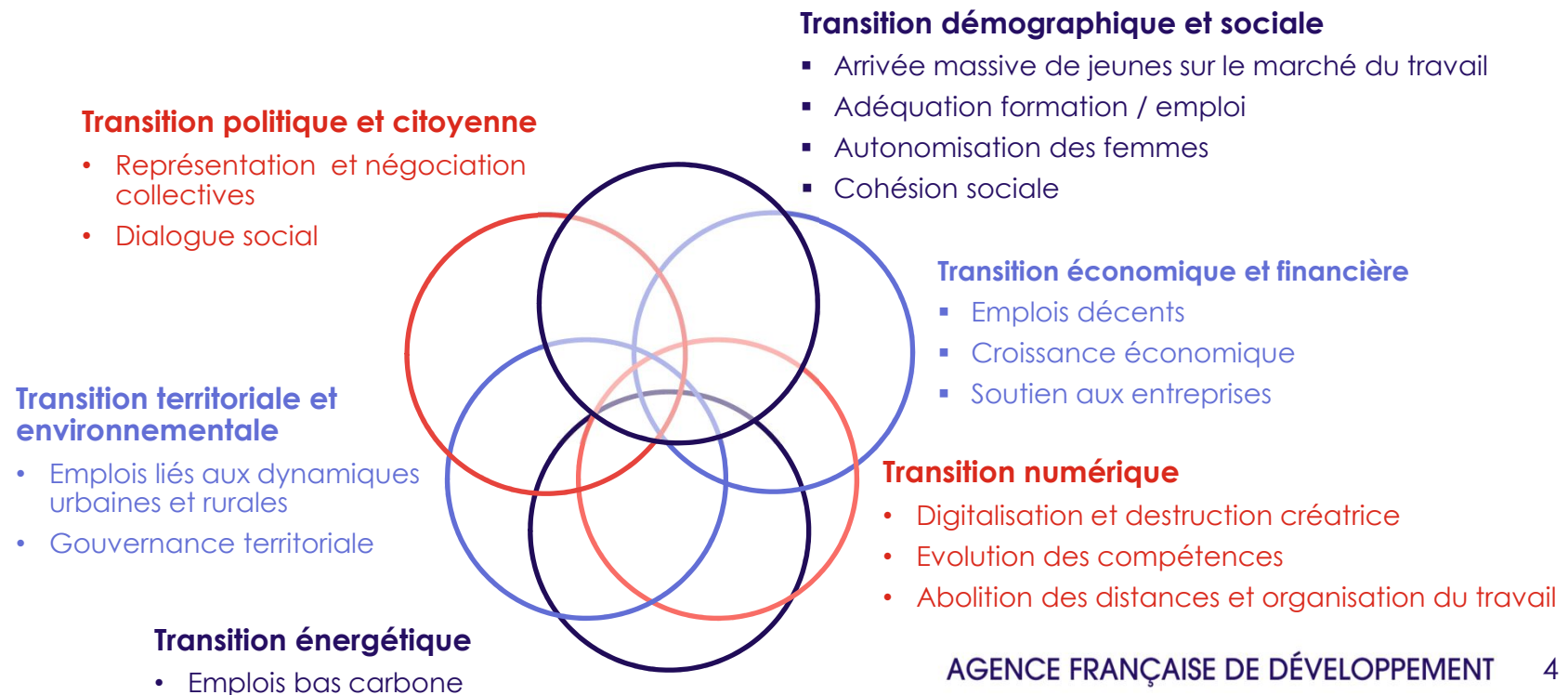
- Le taux net de scolarisation est passé de 84 à 90 % en primaire et de 55 à 65 % dans le secondaire entre 2000 et 2015. (UNESCO 2015)
- Le nombre de jeunes chômeurs dans le monde s'élève à **71 millions** en 2016, représentant un taux de chômage de 13,1% (OIT, 2016a).

Taux de chômage des jeunes par région, 2016 (OIT, 2016a)



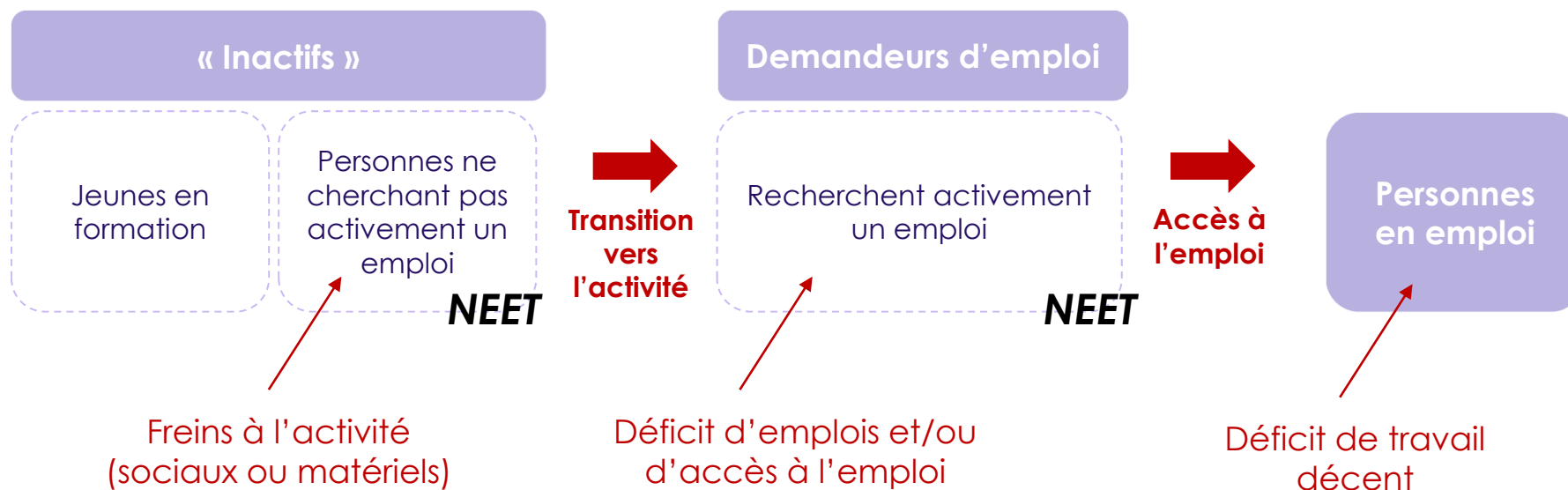
ODD 8 & Plan d'Orientation Stratégique (POS) du Groupe AFD

- Les enjeux d'emploi **sont ciblés par l'ODD 8** qui promeut une **croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous**.
- Ils se retrouvent naturellement **au carrefour des 6 transitions du POS**.



De quoi parle-t-on ?

- L'emploi apporte un statut social et un pouvoir économique
- L'emploi est une question complexe à l'intersection de deux dimensions :
 - **Quantité** : Créer / Maintenir des emplois pour l'ensemble de la population en âge de travailler (emploi salarié, entrepreneuriat)
 - **Qualité** : S'assurer que les emplois pourvus sont des emplois décents



NEET Not in Education, Employment and Training

Un déficit d'opportunités d'emplois décents

Des déficits sur les 6 dimensions liées à la qualité de l'emploi

- **Conditions de travail** : Toutes les 15 secondes, un travailleur meurt d'un accident ou d'une maladie lié au travail soit plus de 2,3 millions de morts par an (OIT 2018).
- **Rémunération** : **70% des jeunes travailleurs** en Afrique subsaharienne vivent avec moins de 3,10 dollars par jour. (OIT 2016)
- **Protection sociale** : **89% des travailleurs** en Afrique subsaharienne n'ont pas accès à une protection sociale (AFD 2018).
- **Temps de travail** : Plus de **45% des travailleurs domestiques** dans le monde n'ont pas de jour de congé hebdomadaire. (OIT 2013)
- **Dialogue social** : Dans 60% des pays membres de l'OIT, **moins de 20% des travailleurs** exerçant un emploi rémunéré sont concernés par la négociation collective.
- **Formation continue** : Il n'existe pas de statistique mondiale mais **l'adaptation des compétences tout au long de la vie** constitue un enjeu majeur pour la sécurisation des parcours professionnels.

Quels leviers d'intervention pour l'AFD ?

Six catégories d'intervention

- Les interventions de l'AFD en faveur de l'emploi décent peuvent être regroupées en six catégories:

1. Employabilité

2. Marché du travail et territoires

3. Entrepreneuriat et secteur informel

4. Travail décent pour tous

5. Autonomisation économique des femmes

6. Emploi et vulnérabilités

Quels leviers d'intervention?

Principaux défis et leviers d'interventions

	INDIVIDUS	INTERMÉDIATION	EMPLOIS	
ENJEUX	Employabilité	Lien entre individus et emplois	Quantité et accessibilité des emplois	Qualité des emplois
PRINCIPAUX DÉFIS	<ul style="list-style-type: none"> Absence de compétences de base nécessaires pour l'accès à un emploi de qualité (populations vulnérables) Inadéquation des compétences disponibles et des besoins du marché du travail 	<ul style="list-style-type: none"> Absence ou manque d'efficacité des dispositifs d'information, d'orientation et de placement des demandeurs d'emploi et politique active du marché du travail 	<ul style="list-style-type: none"> Faible nombre d'emplois salariés disponibles Freins à l'entrepreneuriat Manque d'équité dans l'accès à l'emploi (salarié ou non salarié) 	<ul style="list-style-type: none"> Inexistence ou non application des réglementations (santé et sécurité au travail, dialogue social...) Insuffisance des systèmes de protection sociale
LEVIERS INTERVENTION AFD	<p>1. EMPLOYABILITE</p> <p>Programmes de formation professionnelle ou d'enseignement supérieur visant à renforcer l'adéquation des compétences et l'insertion professionnelle</p>	<p>2. MARCHÉ DU TRAVAIL ET TERRITOIRES</p> <p>Programmes d'appui aux services d'emploi et aux politiques actives du marché du travail destinées à accroître les opportunités pour les demandeurs d'emploi</p>	<p>3. ENTREPRENEURIAT & SECTEUR INFORMEL</p> <ul style="list-style-type: none"> Programmes d'appui à l'entrepreneuriat et aux petites entreprises (EDU) Financement de l'entreprise et de son écosystème (Proparco et AFI) 	<p>4. TRAVAIL DECENT</p> <p>Programmes d'appui à l'amélioration des conditions de travail en cohérence avec l'Agenda de travail décent de l'OIT : santé et sécurité au travail, droits des travailleurs, protection sociale, dialogue social...</p>
	<p>5. EMPLOI et GENRE / AUTONOMISATION ECONOMIQUE DES FEMMES</p> <p>Programmes visant à réduire les freins rencontrés par les femmes en termes d'accès et de maintien sur des emplois décents et à accroître l'égal accès entre femmes et hommes aux mêmes opportunités professionnelles</p>			
	<p>6. EMPLOI ET VULNERABILITES</p> <p>Programmes visant à renforcer l'insertion sociale et économique des couches vulnérables de la population, ainsi celles situées dans les géographies exposées à des risques sécuritaires ou catastrophes naturelles</p>			

1

RENFORCEMENT DE L'EMPLOYABILITÉ Logique d'intervention

Les programmes peuvent prendre plusieurs formes :

- **Mieux prendre en compte les enjeux d'insertion sociale et professionnelle dès la formation et accompagner la transition vers le marché du travail**

Au Tchad, le projet Bab Al Amal vise à améliorer l'insertion socio-économique de 5000 jeunes en situation de vulnérabilité par la structuration du dispositif de formation et d'insertion. > **Subvention FFU 10,3 M€**

- **Accompagner la création d'entreprise pendant le dispositif de formation (formation à l'entreprenariat) et à la sortie du dispositif**

En RCI, 58 000 jeunes seront appuyés dans la création de leur activité dans le cadre du déploiement de la politique publique d'emploi de la jeunesse. > **48 M€**

- **Appuyer la mise en place ou la rénovation de dispositifs de financement de la formation tout au long de la vie**

- **Développer des systèmes de reconnaissance des acquis de l'expérience**

À Madagascar, l'AFD a appuyé le processus de concertation public-privé et la définition du cadre réglementaire en vue de la mise en place d'une contribution financière des entreprises au développement de la formation professionnelle continue et d'un fonds de gestion de cette contribution. > **Subvention 6 M€**

2

POLITIQUES PUBLIQUES ET TERRITORIALES DE L'EMPLOI Logique d'intervention

- **Les principes clés d'intervention sont les suivants :**
 - ✓ La construction d'un **dialogue de politique publique** autour des actions de promotion de l'emploi
 - ✓ Le soutien à la **déclinaison territoriale** des interventions en faveur de la promotion de l'emploi
 - ✓ Le renforcement des mécanismes de **suivi et évaluation** des politiques publiques, en portant une attention sur leur efficacité, équité et modèle économique
 - ✓ L'intégration du **numérique** pour renforcer l'efficacité et l'efficience de l'action publique et privée en matière de promotion de l'emploi
 - ✓ La proposition de solutions adaptées aux **publics éloignés du marché du travail** – NEET, femmes, personnes vivant en zones rurales.

2

Politiques publiques et territoriales de l'emploi Logique d'intervention

Développer le portefeuille d'interventions implique :

- Le développement de **dispositifs d'accompagnement vers l'emploi salarié** à destination des demandeurs d'emploi et des salariés

Au Maroc, le projet Emploi 2 vise à accompagner l'opérationnalisation de la politique nationale de promotion de l'emploi et son déploiement sur trois régions pilotes. Différentes activités sont prévues au niveau régional pour (1) soutenir des initiatives en faveur de l'employabilité des jeunes (2) entrepreneuriat (3) contribuer à la convergence des politiques territoriales de promotion de l'emploi (4) renforcer les capacités des acteurs dans leurs nouvelles prérogatives > **Prêt souverain 150M€ + Subvention 15M€**

- Le **renforcement des services d'intermédiation** entre offre (individus) et demande de travail (entreprises)

En Mauritanie, le projet d'appui à la politique d'insertion/emploi, vise à stabiliser le cadre réglementaire des agences d'insertion des jeunes, mutualiser les meilleures pratiques, appuyer le déploiement des agences d'insertion sur le territoire, et renforcer la qualité de l'offre de services > **Subvention C2D 10M€**

- Le développement des **mécanismes d'observation** nationaux et régionaux du marché du travail

Au Maroc, le projet « développement des compétences et emploi » octroyé en 2014 avait pour objectifs la structuration et la mise en œuvre de réformes du dispositif de formation professionnelle initiale et continue, et favoriser un accès plus équitable au service public de l'emploi > **Prêt souverain 50M€ + Subvention ,5M€**

3

ENTREPRENARIAT, AUTO-EMPLOI ET SECTEUR INFORMEL Logique d'intervention

- **Les principes clés d'intervention des programmes d'appui à l'entrepreneuriat sont les suivants :**
 - ✓ S'adresser au secteur formel comme informel du marché du travail avec une attention particulière portée sur la structuration du secteur informel
 - ✓ Offrir un service d'appui à la création d'entreprise adapté à la configuration (institutionnelle, sociale, économique) des territoires et à la diversité des situations
 - ✓ Développer des partenariats pour un parcours intégré d'appui à la création d'entreprise

3

Entreprenariat, auto-emploi et secteur informel **Logique d'intervention**

Développer le portefeuille d'interventions implique de :

- **Soutenir des parcours d'accompagnement à l'entrepreneuriat adaptés aux besoins**

Au Tchad, les projets Pape 1 (2015-2019) et Pape 2 (en instruction) contribuent au développement de l'économie et de l'emploi dans la commune de Ndjamena, en appuyant la création et le développement d'activités économiques, notamment par les jeunes. > **Subvention 11,5M€**

- **Développer des financements d'amorçage, en complémentarité de l'offre de financement existante**
- **Accompagner la structuration du secteur informel pour offrir des opportunités d'entrepreneuriat décentes**
- **Renforcer les opportunités d'entrepreneuriat décent en milieu rural**

Au Sahel (Mali, Sénégal, Tchad, Burkina Faso), le projet HUB ITT Sahel a pour objectifs de contribuer à la professionnalisation des MPME africaines du secteur agro-alimentaire. Les principaux résultats attendus sont les suivants : 7 Hub-ITT opérationnels, 950 micro et petites entreprises agroalimentaires accompagnées, 6 000 salariés et gérants professionnalisés sur site, dont environ 70% de femmes. > **Subvention 4,5M€**

- **Exploiter des opportunités d'entrepreneuriat dans des nouveaux secteurs (emplois verts, numérique, industries culturelles et créatrices...)**

4

TRAVAIL DÉCENT POUR TOUS Logique d'intervention

- **Les enjeux de travail décent sont massifs et impliquent des interventions plus intégrées sur les six dimensions du travail décent :**
 - ✓ Améliorer les **conditions de travail** : santé et sécurité au travail, lutte contre le travail des enfants et le travail forcé, formalisation du travail salarié
 - ✓ Favoriser une **rémunération juste** du travail effectué
 - ✓ Donner accès à des mécanismes de **protection sociale** (accidents du travail, maladies professionnelles, famille, retraite, assurance chômage)
 - ✓ Renforcer le **dialogue social** à travers notamment le renforcement de capacité des organisations (syndicales et patronales) qui y concourent
 - ✓ Lutter contre le **suremploi** (horaires indécents) et contre le **sous-emploi** ; favoriser la conciliation vie familiale / vie professionnelle
 - ✓ Développer la **formation continue** (qui permet d'offrir aux salariés des perspectives d'évolution interne ou de reconversion externe)

4 Travail décent pour tous

Logique d'intervention

Développer le portefeuille d'interventions implique de :

- Renforcer la prise en compte des enjeux de **travail décent dans le secteur privé** à travers différents leviers

En Turquie, depuis 2016, l'AFD travaille en articulation avec la banque TSKB pour notamment accompagner la mise en conformité des entreprises avec la réglementation turque en matière de Santé et Sécurité au Travail. > **Prêt non souverain 100M€**

- Appuyer les gouvernements dans la **mise en œuvre des politiques publiques** en faveur du travail décent, souvent élaborées avec l'aide du BIT
- Renforcer les dispositifs de **financement de la formation continue** dans une optique de mutualisation de fonds et de services
- Favoriser la **représentation des entreprises du secteur informel** au sein des branches professionnelles ou leur structuration dans des groupes d'intérêt commun afin de faciliter le dialogue social

5

AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES Logique d'intervention

Soutenir l'autonomisation économique des femmes implique :

- **Renforcer la prise en compte des enjeux d'égalité professionnelle dans le secteur privé**

En Turquie, depuis 2016, l'AFD travaille en articulation avec la banque TSKB pour sensibiliser les entreprises de taille intermédiaire (entre 300 et 3000 employés) aux enjeux d'égalité professionnelle entre femmes et hommes. > **Prêt non souverain 100M€**

Initiative de Parité de Genre en Amérique latine: 7 pays concernés en partenariat avec la BID

- **Renforcer la prise en compte des enjeux d'autonomisation économique des femmes dans les politiques publiques**

En Albanie, l'AFD et la BM accompagnent un prêt pour renforcer l'égal accès des femmes et des hommes aux opportunités professionnelles à travers différentes actions de politiques publique : 1 - transformation de la législation et dispositifs réglementaires pour soutenir un accès égal des femmes et des hommes à l'héritage et la propriété / 2 – renforcement des mécanismes de garde de personnes dépendantes/ axe 3 – intégration au plus haut niveau de l'Etat des enjeux de genre. . > **Prêt 50M€ + AT 1,7M€**

- **Travail en étroite coordination avec la société civile pour accroître les opportunités économiques en faveur des femmes ou réduire les normes sociales pesant sur l'activité professionnelle féminine //conciliation de la vie privée, familiale et le travail salarié.**

6

EMPLOI ET VULNÉRABILITÉS Logique d'intervention

Intervenir auprès des populations vulnérables implique de:

- **Renforcer la prise en compte de publics vulnérables dans les politiques publics**

Au Congo, l'AFD appuie la politique nationale de l'action sociale afin de mettre en place des dispositifs d'accompagnement vers l'emploi ou l'auto emploi adaptés aux publics vulnérables. > 10M€ C2D

- **Soutenir des dispositifs adaptés aux contextes spécifiques post crise en :**

- ✓ Impliquant plus fortement les acteurs de développement (ONG...)
- ✓ Mobilisant des outils multiples d'insertion sociale et professionnelle
- ✓ Alternant une démarche de court terme afin de renforcer la résilience immédiate des individus et des actions à plus long terme de renforcement des capacités des institutions
- ✓ Intégrant davantage le risque climatique
- ✓ Renforçant l'articulation avec les programmes d'éducation et de formation

Au Niger, en réponse à la crise générée par la présence de Boko Haram dans la région de Diffa, l'AFD soutient un programme combinant la mise en place de travaux à haute intensité de main-d'œuvre, le soutien à la création d'activités génératrices de revenus, des actions d'alphabétisation et de formation et l'appui aux initiatives socioéducatives, culturelles et sportives portées par les jeunes et destinées à favoriser le renforcement du lien social



Merci pour votre attention

afd.fr